



CHN 1.10.2010

Déclaration de la Suisse

Freedom of media

Forward looking session

Review of the implementation of the OSCE commitments – Human Dimension

Varsovie, le 7 octobre 2010

Monsieur le Président,

L'existence de médias libres et capables de refléter la pluralité des vues dans un pays est un prérequis essentiel à toute démocratie ; les médias contribuent à la diffusion de la pluralité d'opinions et à la promotion de la diversité culturelle, du dialogue et de la tolérance. Or, ces principes sont inhérents à la défense de tous les autres droits.

Pourtant, aujourd'hui, nous constatons que les violations perdurent dans plusieurs Etats de l'OSCE, voire même que leur nombre augmente.

Les obstacles traditionnels à la liberté des médias n'ont pas disparu. Nombreuses sont les limitations additionnelles imposées en raison des développements politiques ou technologiques. La vigilance doit donc être de rigueur.

La Suisse se montre particulièrement préoccupée par la question de la violence envers les journalistes, qui reste trop souvent impunie. Tant que des journalistes sont harcelés ou assassinés en raison de leurs activités, la liberté de la presse ne restera qu'une vaine promesse.

Par conséquent, il est crucial que les Etats s'engagent à enquêter systématiquement sur toutes les agressions et les menaces envers les journalistes et à traduire en justice les responsables de tels actes ; ils doivent aussi prendre sans tarder toutes les mesures nécessaires à la prévention de tels actes.

Si l'on en vient aux conditions de travail, les journalistes doivent pouvoir jouer leur rôle en toute indépendance et toute sécurité.

- Citons d'abord les situations de crise pour lesquelles nous tenons à rappeler combien, à nos yeux, la liberté d'expression constitue un facteur d'alerte des responsables et décideurs au regard d'un possible conflit. La liberté de la presse se révèle un paramètre clef dans le cadre de la promotion de la paix ou de la mise en place de mesures de confiance dans des situations marquées par les tensions.
- Quant aux contextes électoraux, notons que des élections libres et régulières ne sont possibles que dans le cas où l'électorat a accès à une information diverse et suffisante. Les restrictions imposées dans certains pays à l'existence de médias libres durant les élections limitent de manière néfaste l'exercice de la liberté d'information.

Il est donc crucial de soutenir l'indépendance et l'autonomie des médias locaux et d'encourager ces derniers à diffuser une information impartiale. Le développement de mécanismes d'auto-régulation doit être encouragé. Des organes de contrôle ad-hoc de la couverture de presse peuvent ainsi être mis en place lors de période de crise ou d'élections.

Ce débat est d'autant plus important avec l'apparition des nouvelles technologies. Si les blogs et autres médias sociaux peuvent être des vecteurs de transparence, les bloggeurs ne sont pas pour autant à l'abri de persécutions. Tant que les Etats cherchent à limiter ou contrôler indûment l'accès à internet, la libre circulation des idées ne pourra être réalisée.

En conclusion, les violences et intimidations que nous avons évoquées n'affectent pas seulement les victimes de celles-ci, mais également l'ensemble de la population qui se voit privée de sources d'information. Ces violences et intimidations constituent un déni de démocratie et des valeurs qui nous réunissent tous ici.

Je vous remercie.